

Enquête sur les discriminations dans l'enseignement supérieur : il faut mettre fin à l'inertie et agir concrètement pour l'égalité !

Alors que les jeunes se mobilisent de plus en plus fortement contre les discriminations (récemment contre le racisme et les violences policières), celles-ci se matérialisent aussi dans l'enseignement supérieur. Si depuis le début du quinquennat Frédérique Vidal s'est exprimée plusieurs fois sur le sujet, aucun dispositif contraignant n'a été créé. Il était donc essentiel de faire un état des lieux précis des dispositifs mis en place. Ainsi, pour la première fois, l'UNEF s'est penchée en détail sur les dispositifs de lutte contre le sexisme, le racisme et les LGBTI+phobies mis en place par les universités.

**Les discriminations, un frein au quotidien à la réussite des étudiant·e·s**

Nos universités ne sont pas imperméables à la société : les oppressions systémiques qui s'y expriment le font également dans nos établissements. Le racisme, les lgbti+phobies et le sexisme sont bel et bien présent dans nos établissements. Ces discriminations nous empêchent d'étudier sereinement, rompent l'égalité face à la réussite, freinent notre émancipation, affectent notre santé mentale et vont parfois jusqu'à nous ôter la vie. Elles ne nous garantissent pas tou·te·s les mêmes conditions de vie et le même avenir. **Démocratiser nos universités doit donc passer à la fois par l'accession de tou·te·s à la formation de son choix et une protection sociale de qualité, par la lutte contre la reproduction sociale et par la lutte contre tous les déterminismes et toutes les discriminations.** Pour cela la première étape est de pouvoir recueillir la parole des étudiant·e·s victimes. **Les cellules de veille et d'écoute, au départ mise en place pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles, ne sont toujours pas une réalité puisque 45,1% de nos universités n'en disposent pas.**

**Les universités carrefour de la société : agir dans l'enseignement supérieur pour transformer la société**

L'égalité réelle revendiquée dans la rue par des milliers de jeunes à plusieurs reprises cette année doit se construire d'abord dans nos universités. Comment lutter efficacement contre des comportements collectifs sans former la génération de demain ? **Nos universités sont au carrefour de la société, c'est par elles qu'il faut pouvoir déconstruire les stéréotypes et permettre l'émancipation de chacun·e.** C'est dans nos universités qu'il faut étudier le genre pour mieux le déconstruire, c'est dans nos universités qu'il faut pouvoir développer une analyse critique de la colonisation par le biais des études postcoloniales, c'est dans nos universités qu'il faut étudier l'histoire des luttes LGBTI+ (comme vient de la décider l'Irlande). En ce sens nos établissements doivent être exemplaire dans la lutte contre les discriminations, cette enquête démontre que ce n'est pas le cas. **Au total, 7% des universités ne communiquent sur aucun dispositif de lutte contre les discriminations.**

**Des étudiant·e·s isolé·e·s face au racisme, discrimination oubliée par les universités**

Il y a un an l'UNEF tirait déjà la sonnette d'alarme contre le racisme à l'université avec les résultats de son enquête *Les jeunes contre le racisme* : **57,23% des étudiant·e·s affirmaient alors ne pas savoir comment remonter un comportement raciste.** Un an plus tard, après l'annonce de la ministre de l'enseignement supérieur de la mise en place de référent·e·s racisme et antisémitisme, **il n'existe qu'une seule université ayant une vice-présidence en charge du racisme. Au total, seul 17,7% des universités ont un dispositif institutionnel de lutte contre le racisme et 76,9% des cellules de veilles et d'écoute mise en place ne traitent pas le racisme.**

**Contre les LGBTI+phobies, il faut passer des paroles aux actes !**

Pour les étudiant·e·s LGBTI+ les études sont encore bien trop souvent un parcours du combattant·e. **Les étudiant·e·s transgenres subissent une transphobie forte dans l'enseignement supérieur où 63,38% des universités ne reconnaissent pas le prénom d'usage, imposant ainsi un mégenrage constant.** L'encouragement de Frédérique Vidal à permettre cette reconnaissance ne suffit de toute évidence pas. Par ailleurs, des représentations homophobes restent également très fortes dans nos universités. **Le harcèlement et les agressions sont aussi une réalité pour les jeunes LGBTI+ et pourtant 64,1% des cellules de veille et d'écoute existantes ne traitent pas les LGBTI+phobies.** Enfin, de nombreux·ses étudiant·e·s se retrouvent à la rue du fait de leur orientation sexuelle ou leur identité de genre chaque année. Face à cela il n'existe pas aujourd'hui de dispositif accessibles et visibles d'hébergement d'urgence au sein des CROUS, ces hébergements se font au cas par cas après une saisie de l'assistante sociale. De nombreux·ses étudiant·e·s ne sont donc pas informé·e·s de ces dispositifs et se retrouvent dans des situations très difficiles.

**Les universités doivent respecter la loi et s'engager concrètement pour l'égalité femme-hommes**

Malgré la loi Fioraso de 2013 rendant obligatoire l'existence de chargé·e de mission égalité femme-homme, **24,5% des universités ne communiquent pas sur la mise en place d'une vice-présidence égalité femme-homme ou de chargé·e·s de missions.** Par ailleurs nous n'avons pu recenser que **12 universités proposant une formation sur les études du genre.** Enfin, alors que le coût de la vie des étudiantes est de 529€ de plus par an pour les étudiantes que pour les étudiants, **seul 8,5% des universités mettent en place des distributions gratuites de protection périodiques.** La précarité menstruelle touche pourtant très fortement les étudiant·e·s.

Il y a urgence à mettre en place une **politique ambitieuse de lutte contre les discriminations** dans l'enseignement supérieur. L'UNEF revendique donc :

- **Une réforme législative donnant un caractère contraignant aux différents dispositifs de lutte contre les discriminations**
- **La mise en place d'un plan national de lutte contre les discriminations dans l'enseignement supérieur**
- **Un investissement financier conséquent permettant aux universités de mener à bien leurs actions de lutte contre les discriminations**
- **Une facilitation de l'accessibilités à l'ensemble des dispositifs de lutte contre les discriminations mis en place par les universités afin de garantir une meilleure information des étudiant·e·s**

***Retrouvez tout le détail de notre enquête dans notre dossier de presse « Les discriminations dans l'enseignement supérieur ».***

**Contacts presse :**  
**Elisabeth Abanda**  
**Attachée de presse de l'unef**  
**06.03.55.45.28**  
**presse@unef.fr**